

## Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 24720**

### Intitulé

MASTER : MASTER Mention « Droit public »

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Lille 2 droit et santé	M. Le Président de l'Université Lille 2, Monsieur le recteur de l'académie de Lille

### Niveau et/ou domaine d'activité

**I (Nomenclature de 1969)**

**7 (Nomenclature Europe)**

**Convention(s) :**

**Code(s) NSF :**

128 Droit, sciences politiques

**Formacode(s) :**

### Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

- Analyse juridique des recours et traitement des réclamations (usagers et tiers)
  - Assistance et / ou représentation des personnes
  - Conseil aux décideurs concernant les choix, les projets, les activités du domaine d'activité
  - Contrôle de la conformité et / ou de validité des documents
  - Gestion et traitement des données / informations (recherche, recueil, analyse, priorisation, diffusion, classement, suivi)
  - Rédaction d'actes, de documents ou notes juridiques / réglementaires
  - Traitement des courriers, dossiers, documents dans son domaine (enregistrement, tri, traitement, diffusion, archivage)
  - Expertise juridique et conseil en matière d'élaboration de textes
  - Rédaction de consultations juridiques à la demande des administrations et établissements publics de l'État
  - Conseil et avis en matière de rédaction, d'interprétation de textes, de transaction et d'exécution des décisions juridictionnelles
  - Évaluation des risques financiers liés au contentieux
  - Rédaction de mémoires contentieux
  - Élaboration et suivi d'une veille juridique
  - Présentation de la position de son administration lors de séances de travail et représentation des intérêts de l'État devant les juridictions
- A l'issue du M1 le diplômé de cette certification est capable :

d'argumenter scientifiquement

d'intégrer une équipe de juristes dans une entreprise ou une institution

d'identifier les différents niveaux des processus décisionnels (Organisations internationales, Union européenne, administrations nationales, multinationales)

de recueillir les données juridiques nécessaires au traitement du dossier

de préparer les montages juridiques et mettre en évidence leurs incidences financières

Compétences spécifiques aux parcours-types :

/ A l'issue du M2 :

1°/ « Public Général et Contentieux Publics » :

Le diplômé de cette certification est capable de :

- Combiner approches théorique et pratique contentieuse,
- traiter un dossier d'expertise ou un dossier contentieux
- Participer à un projet de recherche collective.
- Participation aux concours de plaidoiries.
- Rédiger un mémoire de recherche.

2°/ « Droit et Politiques de Défense et Sécurité Nationale » :

Le diplômé de cette certification est capable :

diagnostiquer une procédure ou une organisation à réformer

d'élaborer et mettre en pratique de la comptabilité et de la gestion publique

de prendre une décision, proposer une solution, une option ou une orientation

de gérer des ressources humaines  
de pratiquer le management public  
d'élaborer une veille juridique  
de mettre en œuvre et suivre des procédures de marchés publics  
de préparer, réaliser, traiter et mettre à disposition des informations exploitables  
de pratiquer et gérer le contentieux administratif  
de mettre en œuvre des directives, des orientations et des objectifs stratégiques  
de contrôler des dossiers, respecter des procédures et appliquer la réglementation

3°/ « Professions Immobilières, Construction, Urbanisme, Environnement et Développement Durable » :

Le diplômé de cette certification est capable de :

- maîtriser et pratiquer les règles en vigueur.

4°/ « Droit public de l'économie » :

Le diplômé de cette certification est capable de :

élaborer des conventions complexes entre les autorités publiques et les entreprises privées ou entre entreprises de nationalités différentes.  
élaborer et maîtriser un dossier de financement public  
maîtriser un dossier de contrat public  
élaborer et mettre en œuvre un projet d'urbanisme pour une collectivité locale  
maîtriser un dossier d'autorisation administrative pour une entreprise  
maîtriser un dossier de contentieux  
connaître et maîtriser l'environnement juridique européen  
évaluer le cadre légal de l'octroi de subventions nationales,  
instruire des programmes de financements nationaux et européens

5°/ « Développement économique et gestion du risque maritime » :

Le diplômé de cette certification est capable de :

synthétiser les données relatives aux exigences du milieu professionnel maritime,  
analyser les données  
rechercher les données  
rédiger les actes relatifs au milieu professionnel maritime,

6°/ « Droit de l'Union européenne »

Le diplômé de cette certification est capable de :

gérer le contentieux  
concevoir et suivre des projets juridiques complexes  
expertiser une problématique juridique  
maîtriser les niveaux de processus décisionnels.  
dégager une problématique et en exposer les éléments fondamentaux au moyen d'une argumentation dynamique.  
définir des perspectives analytiques  
anticiper les mutations de l'environnement juridique européen et international  
s'adapter à un environnement international  
s'intégrer dans une équipe dirigeante nationale ou étrangère.  
maîtriser la terminologie juridique anglaise.

7°/ « Justice pénale internationale »

Le diplômé de cette certification est capable de :

- maîtriser le droit international pénal procédural et matériel  
- analyser des affaires et situations relevant de la compétence de juridictions pénales internationales.

- connaître les acteurs du droit international applicable en la matière
- maîtriser la procédure pénale française
- maîtriser la méthodologie de la recherche

### Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Secteurs d'activités : Enseignement supérieur - Recherche - Société de conseil - Collectivités territoriales - Administrations publiques - Entreprises partenaires des collectivités publiques, services juridiques et immobiliers de sociétés publiques, parapubliques et privées, promotion immobilière, sociétés publiques nationales ou locales, structures de lobbying, entreprises de travaux publics, entreprises de réseaux, consultant bilingue en affaires européennes, cabinets d'avocats français ou étrangers spécialisés en droit économique, assurance maritime, administration maritime, protection du littoral, service juridiques des compagnies pétrolières, du transport multimodal, des groupements d'armateurs, institutions et agences européennes et internationales, juridictions pénales internationales, barreau pénal international

Métiers : Enseignant et chercheur en droit, magistrats, avocats, conseil (cabinets de consulting, conseil juridique, cabinets de montage de projets de partenariats, administrateur, lobbyiste, consultant bilingue en affaires européennes, avocat spécialisé en droit économique, magistrat, fonctionnaire, administrateur maritime, avocat spécialisé en Droit maritime, consultant des juridictions internationales, lobbyiste dans une association de victimes

#### Codes des fiches ROME les plus proches :

K1903 : Défense et conseil juridique

### Modalités d'accès à cette certification

#### Descriptif des composantes de la certification :

MASTER 1ère année

#### SEMESTRE 1 (30 ECTS)

UE1 - GROUPE D'UNITES D'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRES - unité d'enseignement théorique

Droit des services publics CM

Finances publiques approfondies CM

Contentieux de l'Union

CM 30 Droit international public approfondi CM

UE2 - GROUPE D'UNITES D'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRES - unité d'enseignement pratique ( 2 choix parmi 4) (Formation à la Recherche - 10h (2x5h) intégrées dans les TD au choix)

Droit des services publics TD

Finances publiques approfondies TD

Contentieux de l'Union TD

Droit international public approfondi TD

UE3 - GROUPE D'UNITES D'ENSEIGNEMENT OPTIONNELLES - unité d'enseignement théorique 3 choix parmi 8

Pratiques nationales du droit international et européen CM

Droit pénal européen CM

Droit international économique CM

Droit de la santé CM

Droit constitutionnel et administratif comparés CM

Droit de l'expropriation et des travaux publics CM

Droit des relations extérieures de l'union européenne CM

Droit du contentieux administratif approfondi CM

UE4 - GROUPE D'UNITES D'ENSEIGNEMENT OPTIONNELLES : unité d'enseignement pratique 1 choix parmi 3 :

Anglais, Allemand ou Espagnol TD

UE5 - GROUPE D'UNITES D'ENSEIGNEMENT ET D'EXPERIENCE

Projet Personnel et Professionnel TD

#### SEMESTRE 2 (30 ECTS)

UE1 - GROUPE D'UNITES D'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL - unité d'enseignement théorique

Droit de la concurrence de l'Union européenne CM  
Droit public économique CM  
Droit de la mobilité européenne CM  
Contentieux des droits constitutionnels CM

UE2 - GROUPE D'UNITES D'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL - unité d'enseignement pratique 2 choix parmi 4 (Formation à la Recherche - 10h (2x5h) intégrées dans les TD au choix)

Droit de la concurrence de l'Union européenne TD  
Droit public économique TD  
Droit de la mobilité européenne TD  
Contentieux des droits constitutionnels TD

UE3 - GROUPE D'UNITES D'ENSEIGNEMENT SPECIALISE - unité d'enseignement théorique 3 choix parmi 8

Droit électoral et parlementaire CM  
Droit des médias et technologie de l'information CM  
Droit des contrats et marchés publics CM  
Droit international de la mer et des activités maritimes CM  
Droit de la défense et de la sécurité en France et Europe CM  
Droit de l'urbanisme et aménagement du territoire CM  
Droit des collectivités locales CM  
Contentieux financiers CM

UE4 - GROUPE D'UNITES D'ENSEIGNEMENT SPECIALISE - unité d'enseignement pratique 1 choix parmi 3 :

Anglais, Allemand ou Espagnol TD  
Aspects culturels de l'Europe TD

UE5 - GROUPE D'UNITES D'EXPERIENCES Projet Personnel et Professionnel TD /

UE Libre (Facultatif) (3 ECTS suppl. à la fin du Master 1) Forum, Engagement civique, Activités physiques et/ou sportives (20h TD), Seconde langue (15h TD : Anglais, Allemand ou Espagnol), C2i niveau 2 (20h TD), Activités culturelles

MASTER 2ème année

Parcours : « Droit public général et contentieux publics »

SEMESTRE 1 (30 ECTS)

SEMESTRE 1

UE 1 Les matières à contrôle continu

L'étudiant choisit 4 matières parmi 10 (dont le séminaire d'ouverture) qu'il suivra au titre de séminaire (avec contrôle continu)

Perspectives croisées du droit et de l'histoire

Droit et contentieux constitutionnel approfondis

Droit administratif général approfondi

Droit des collectivités territoriales appliqué

Protection internationale des droits de l'homme

Principes directeurs du procès

Droit public financier

Droit international public

Droit communautaire

Séminaire d'ouverture [uniquement en contrôle continu] (hors maquette)

UE 2 Les matières du grand oral

Parmi les 6 matières restantes de la liste, l'étudiant désigne les 3 matières qui feront l'objet d'un grand oral.

Formation obligatoire liée au choix de parcours « recherche » ou « pro »

1- Conférences objectif stage : pro (hors maquette)

2- Méthodologie : pro et rech.

2-1 Méthodologie de la recherche : mémoire de stage ou de recherche

2-2 Méthodologie des épreuves écrite et orales

3- Enseignements méthodologiques proposés par l'école doctorale (hors maquette)

\*4 séminaires

- Grands courants de la pensée juridique
- Utilisation des ressources documentaires électroniques
- Rédaction d'une bibliographie
- Anglais

\*1 Séminaire parmi 4

- Epistémologie
- Analyse comparée (cours dispensé en Anglais)
- Méthodes historiques et critique des sources documentaires
- Sociologie du droit

SEMESTRE 2

(30 ECTS)

UE 1 option « Métier d'enseignant-chercheur »

Les étudiants doivent :

a) Avoir validé les enseignements méthodologiques proposés par l'école doctorale (hors maquette)

b) suivre 1 séminaire choisi :

- parmi les matières proposées en S4 dans le parcours « Métiers de magistrat et d'avocat »
- parmi les matières restantes proposées en S3
- parmi les matières proposées par d'autres spécialités

c) rédiger et soutenir un mémoire de recherche

UE 2 : option « Métier de magistrat et d'avocat »

Les étudiants doivent :

a) suivre les 4 séminaires suivants :

- Contentieux administratif général
- Contentieux administratif spécialisé - Droit des étrangers
- Procédures d'urgence devant le juge administratif
- Éléments non juridictionnels de résolution des conflits

b) effectuer un stage et rédiger un mémoire de stage

Parcours : «Droit et Politiques de Défense et de Sécurité Nationale »

SEMESTRE 1

(15 ECTS + 15 ECTS Tronc commun)

Unité d'Enseignement 1 (UE 1) : Politique de défense

(5 cours obligatoires)

- 1) Stratégie
- 2) Intelligence économique et nouveaux risques du XXIème siècle.
- 3) Environnement international et européen de la défense
- 4) Organisation constitutionnelle et administrative de la défense
- 5) Histoire des relations internationales depuis 2001

Unité d'Enseignement 2 (UE 2) : Politique de sécurité

(5 cours obligatoires)

- 1) Sécurité économique
- 2) Sécurité européenne des personnes
- 3) Sécurité, défense, information et désinformation
- 4) Sécurité civile
- 5) Droit de la sécurité nationale

Unité de découverte : Un séminaire obligatoire

Connaissance du milieu de la défense et de la sécurité (visite de sites, stage IHEDN ou INHESJ et conférences...)

Unité de Méthodologie

- 1) Méthodologie de la recherche : mémoire de stage ou de recherche
- 2) Méthodologie des épreuves écrite et orales
- 3) PPE : conférence objectif stage

Unité d'évaluation des acquis : choix entre parcours professionnel et Recherche

Ecrit de 5 heures sur les matières de l'UE 1

Grand Oral sur les matières des UE 1 et UE 2

SEMESTRE 2

Unité d'enseignement 3 (UE 3) : 4 séminaires parmi les 8

- 1) Droit des marchés publics de la défense
- 2) Droit des conflits armés et des crises Internationales
- 3) Condition juridique des personnels militaires
- 4) Droit des armes
- 5) Sécurité intérieure et maintien de l'ordre
- 6) Libertés, collectivités publiques et sécurité intérieure
- 7) Justice et sécurité intérieure
- 8) Citoyenneté, défense et sécurité

Unité de découverte : Un séminaire obligatoire

Connaissance du milieu de la défense et de la sécurité (visite de sites, stage IHEDN ou INHESJ et conférences...)

Unité d'évaluation des acquis : choix entre parcours professionnel et Recherche

Parcours professionnel

Stage et mémoire de stage avec soutenance devant un jury

Stage au sein, soit d'une administration de défense ou de sécurité (Armée de terre, Marine, Air, Gendarmerie, Police nationale), soit d'une entreprise travaillant pour la Défense Nationale, soit au sein de l'I.H.E.D.N. Il donnera lieu à la rédaction et à la soutenance d'un mémoire de stage.

Parcours recherche

Rédaction et soutenance d'un mémoire de recherche devant un jury composé d'au moins deux universitaires (environ 6 mémoires par an)

Parcours : «Professions Immobilières, Construction, Urbanisme, Environnement et Développement Durable »

SEMESTRE 1

(30 ECTS)

Unité d'Enseignement 1 (UE 1) : Cours fondamentaux

(cours obligatoires 3 cours à choisir)

- 1) droit de l'urbanisme
- 2) Propriété immobilière
- 3) normes et développement durable
- 4) Droit institutionnel et matériel de l'environnement

Unité d'Enseignement 2 (UE 2) : Séminaires d'approfondissement

(3 séminaires à choisir)

- 1) Droit de l'eau
- 2) Contentieux du droit des sols
- 3) Actualités de l'urbanisme (jurisprudence foncière) et de l'environnement (interactions entre le droit des contrats publics et le droit de

l'environnement)

4) Contentieux de l'urbanisme

Unité de découverte : Un séminaire obligatoire

Ecosystème et protection de l'environnement (cours en anglais)

Unité de Méthodologie

1) Méthodologie de la recherche : mémoire de stage ou de recherche

2) Méthodologie des épreuves écrite et orales

SEMESTRE 2

30 ECTS

Unité d'enseignement 3 (UE 3) : 4 séminaires parmi les 8

1) Droit des installations classées

2) Droit international et communautaire de l'environnement

3) Financements publics et fiscalité de l'environnement

4) Contentieux administratif et environnement

5) Economie, fiscalité et financements immobiliers

6) Responsabilité du constructeur

7) Assurance construction

8) Expertise foncière

9) Marchés privés de travaux relevant de la commande publique

Unité d'enseignement 4 (UE 4) : 1 séminaire obligatoire

Informatique appliquée à l'immobilier, l'urbanisme et l'environnement

Unité de découverte : Un séminaire obligatoire

Cas pratique sur dossier réel et complet immobilier et d'aménagement du territoire

Unité d'évaluation des acquis : choix entre parcours professionnel et Recherche

Parcours professionnel

Stage et rapport de stage

Stage au sein, soit d'une administration, d'une entreprise, d'un bureau d'études, d'un cabinet (avocats, notaires, huissiers etc..) intégrant des problématiques immobilières, de construction, d'urbanisme, d'environnement.

Il donnera lieu à la rédaction et à la soutenance d'un rapport de stage.

Parcours recherche

Rédaction et soutenance d'un mémoire de recherche

Parcours : « Droit public de l'économie »

SEMESTRE 1

(30 ECTS)

UE 1 : L'entreprise et la régulation

(5 cours obligatoires)

1/ Réglementation économique interne

2/ Les sociétés du secteur public

3/ Entreprises et contrats publics

4/ Entreprises de réseaux

5/ Entreprises et collectivités locales

UE 2 : Initiation méthodologique à la recherche

(5 cours obligatoires)

1/ Réglementation économique interne

2/ Les sociétés du secteur public

3/ Entreprises et contrats publics

4/ Entreprises de réseaux

5/ Entreprises et collectivités locales

UE 3 : Règles et pratiques de l'économie de marché

(6 cours obligatoires)

1/ Droit public européen de la concurrence et de la régulation

2/ Pratique des procédures de concurrence

3/ Droit européen des contrats publics

- 4/ Contrats électroniques
- 5/ La défense commerciale de l'Union
- 6/ Single Market / companies and international relations

#### SEMESTRE 2

(30 ECTS)

UE 1 : L'entreprise et son environnement

(2 Cours obligatoires)

1/ Financement public des projets

2/ 1 cours optionnel au choix :

Stratégie des ressources humaines

Droit de l'urbanisme

Droit des marchés publics de la défense

UE 2 : Méthodologie scientifique et professionnelle

(3 enseignements obligatoires)

1/ Concours de procès simulé

2/ Ouverture et réseaux professionnels

3/ PPE : conférence objectif stage

UE 3 :

Evaluation des connaissances et compétences acquises et insertion professionnelle

Rapport de stage finalisé (option professionnelle)

Ou

Mémoire de recherche (stage optionnel) [option recherche]

#### Parcours « Droit de l'Union européenne »

#### SEMESTRE 1

(30 ECTS)

UE 1 : L'ordre constitutionnel de l'UE

(4 cours obligatoires)

1/ Le système institutionnel

2/ La protection juridictionnelle de l'Union de droit

3/ La citoyenneté européenne

4/ Questions financières et budgétaires au sein de l'UE

UE 2 : Initiation méthodologique à la recherche

(4 cours obligatoires)

1/ Le système institutionnel

2/ La protection juridictionnelle de l'Union de droit

3/ La citoyenneté européenne

4/ Questions financières et budgétaires au sein de l'UE

UE 3 : Le marché intérieur

(dimensions économiques et financières)

(6 cours obligatoires)

1/ Droit public européen de la concurrence et de la régulation

2/ Pratique des procédures de concurrence

3/ Droit européen de la consommation

4/ Single Market / companies and international relations

5/ La défense commerciale de l'Union

6/ Droit européen des contrats publics

#### SEMESTRE 2

(30 ECTS)

UE 1 : L'espace de liberté, sécurité et justice

(3 Cours obligatoires)

1/ La sécurité européenne des personnes

2/ La coopération judiciaire européenne

3/ La coopération douanière et policière de l'UE

UE 2 : Méthodologie scientifique et professionnelle

(5 enseignements obligatoires)

1/ Concours de procès simulé

2/ Projet (encadré) d'initiative étudiante de diffusion d'une recherche scientifique



3/ Analyse scientifique d'une thématique transversale en temps limité  
[préparation (6 heures) – présentation (10 minutes) – discussion (10 minutes)]  
4/ Préparation aux concours de la fonction publique européenne  
5/ PPE : conférence objectif stage  
UE 3 : Evaluation des connaissances et compétences acquises  
Rapport de stage finalisé (20 pages d'analyse scientifique d'une thématique traitée lors du stage) (option professionnelle)  
Ou  
Mémoire de recherche (stage optionnel) [option recherche]

Parcours « Droit de la mer et risque maritime »

Module Initiation à la Recherche

Tous les étudiants devront avoir suivi, avant le début du semestre 3 de la spécialité considérée, les 3 enseignements dispensés au sein du Module d'Aide à la Recherche de l'Ecole Doctorale portant sur :

- utilisation des ressources documentaires électroniques (5 h) (Intervenant du SCD),
- Rédaction d'une bibliographie (2,5 h),
- Anglais (10 h).

Semestre 1

(30 ECTS)

PPE Conférence objectif stage

Sécurité maritime I

Sécurité maritime II

Droit maritime I

Droit maritime II

Droit international de la Mer I

Droit international de la Mer II

Semestre 2

(30 ECTS)

Assurances maritimes I

Assurances maritimes II

Droit anglais des activités maritimes

Droit du littoral et protection de l'environnement

Pollution et océanologie

Droit portuaire

Stage

Mémoire

Parcours «Justice pénale internationale»

Semestre 1

(30 ECTS)

Module d'aide à la recherche

Grands courants de la pensée juridique CM

Utilisation des ressources documentaires électroniques

Rédaction d'une bibliographie

Anglais

Cours de spécialité

Droit international pénal approfondi 1

Droit international humanitaire

Droit des crises internationales

Droit et pratique des procédures pénales

Séminaire méthodologie et culture générale

Semestre 2

(30 ECTS)

Intitulé des enseignements

Droit international pénal approfondi 2

Relations internationales et justice pénale internationale  
 Contentieux de la Cour pénale internationale  
 Régime et pratique des droits de la défense  
 Séminaire méthodologie et culture générale  
 Exposé-Discussion  
 Stage ou mémoire de recherche (soutenance)

**Validité des composantes acquises : illimitée**

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OU	NON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant		X	
En contrat d'apprentissage		X	
Après un parcours de formation continue	X		Commission de recrutement composée d'enseignants du parcours
En contrat de professionnalisation		X	
Par candidature individuelle		X	
Par expérience dispositif VAE	X		Jury VAE (directeur SCFC, Enseignant responsable de parcours, représentant professionnel)

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

**LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS**

**ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX**

#### Base légale

**Référence du décret général :**

**Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :**

Arrêté du 13 Juillet 2015

**Référence du décret et/ou arrêté VAE :**

Le Décret n°2013-756 du 19/08/2013 articles R613-33 à 613-37

**Références autres :**

#### Pour plus d'informations

**Statistiques :**

<http://univ-lille2.fr/ofse>

**Autres sources d'information :**

<http://formations.univ-lille2.fr/>

**Lieu(x) de certification :**

**Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :**

**Historique de la certification :**